

Personnels de l'hôpital public, de l'enseignement, cheminots, etc, faisons converger nos luttes

Le 6 juin 2015

**L'attaque contre l'hôpital public n'est pas terminée...
...même si elle change de forme**

La prétendue réforme de Hirsch et de Hollande-Valls ne passe pas auprès des personnels de l'hôpital public. Du coup, Hirsch fait semblant de reculer mais il ne renonce pas à l'ensemble de ses attaques. Il ne fait que retarder certaines d'entre elles, ne plus parler d'autres et ne renonce, momentanément encore, que sur les sept heures. Et d'ailleurs, Hirsch démontre immédiatement qu'il ne renonce pas définitivement aux sept heures (qui lui permettent de supprimer les RTT) puisqu'il maintient les sept heures pour les CDD !

Hirsch a pu lui-même mesurer la colère des personnels. Le patron de l'Assistance Public-Hôpitaux de Paris voulait faire son show sur France Inter pour lancer sa réforme de l'hôpital public en se faisant interviewer en direct de l'hôpital Georges Pompidou. D'une part, sa visite y a entraîné la grève la plus réussie de l'APHP : 66% de grévistes ! D'autre part, on a pu entendre en direct les sifflets et les huées des personnels de santé qui détestent sa réforme, son contenu comme sa méthode, avec des suppressions de personnel, la fin des 35 heures, la modification négative des équipes, des horaires, la suppression d'une prime et particulièrement était huée les sept heures entraînant la suppression massive des RTT.

Faire savoir que le personnel ne l'approuve pas, Hirsch y est parvenu à l'hôpital Pompidou ! Et il ne s'en est pas tenu là. Il a renouvelé l'opération à Avicenne où il n'a même pas pu prononcer un seul mot du fait des huées des personnels mobilisés. Il n'a même pas réussi à fuir ce rassemblement qu'il avait lui-même provoqué, sa voiture étant bloquée par les manifestants et le personnage devant s'enfuir dans une voiture de cadre hospitalier !!! Et, ce n'était pas encore fini : il avait programmé une intervention à la Pitié Salpêtrière qu'il a dû abandonner, se faisant remplacer un sous-fifre !!!

Il a fallu que la CGT le rencontre en catimini à l'hôpital Cochin pour éviter que des personnels ne fassent irruption dans les négociations !!! Drôle d'idée d'ailleurs pour des syndicalistes de mener des négociations séparées et clandestines alors que les mêmes dirigeants syndicaux font mine de mener ensemble une intersyndicale et aussi de discuter de leurs actions dans des assemblées générales.

Certes, les syndicats appellent à une nouvelle journée d'action mais ils ne montent pas la pression. Grève nationale des enseignants le 11 juin et grève nationale des hôpitaux le 11 juin ! Croyez-vous qu'ils allaient fusionner ne serait-ce que ces deux grèves puisque l'attaque contre les services publics est générale ? Pensez donc ! Mieux vaut, pour les appareils bureaucratiques syndicaux, être battus séparément que gagner ensemble !!!! Et ne parlez pas d'unir les salariés menacés par des licenciements, les chômeurs et les autres ou encore d'unir Areva et EDF, tous deux menacés, ni les cheminots et les autres services publics !

En réalité, le seul véritable point d'appui de Hirsch-Valls, ce sont les centrales syndicales qui agissent ainsi de la même manière qu'ils ont agi lors de la grève de Radio France ou de la grève de la SNCF, ou encore à Air France ou à Areva : en faisant mine de vouloir des actions massives et décidées et en négociant en douce avec le gouvernement dans le dos des salariés pour finir par une défaite en règle des travailleurs.

Certes, les participations aux journées d'action syndicale ont été conséquentes mais les syndicats savent très bien que Hirsch ne va pas réellement retirer ses projets par une simple journée d'action ni par plusieurs... Car, s'il le faisait, les enseignants seraient encouragés dans leur lutte, les cheminots aussi sans parler des postiers, des chercheurs, des

PERSONNE NE PEUT LUTTER, DECIDER ET S'ORGANISER A NOTRE PLACE.

universitaires, des personnels des bibliothèques ou des crèches et on en passe. Car l'attaque du gouvernement ne concerne pas seulement les agents de l'hôpital public, ni seulement l'ensemble des personnels de santé mais tous les salariés du service public et même tous les travailleurs, du public et du privé, les salariés comme les chômeurs, tous attaqués de la même manière.

Oui, l'attaque contre nous est générale et massive. Malgré les propos rassurants de Martin Hirsch, malgré ses nouvelles propositions qui n'annulent pas vraiment les anciennes, malgré sa prétention à tout négocier avec les syndicats, après avoir dit clairement qu'il passerait en force. Les syndicats qui écrivaient qu'avec lui « il n'y a rien à négocier, tout est déjà ficelé », ont cependant repris les négociations, officielles ou officieuses et aucune centrale syndicale de l'APHP n'a à aucun moment refusé le principe de négocier des reculs !

Pourtant, la menace de la direction de l'APHP et du gouvernement est de grande ampleur et elle suit les préconisations catastrophiques de la Cour des Comptes, du MEDEF, de la Fédération Hospitalière de France et des directions d'hôpitaux, remettant en question les RTT, les horaires, les 35 heures et les équipes, c'est-à-dire tout ce qui rendait juste à la limite du supportable les conditions de travail des agents de l'hôpital public.

Malgré ses airs de concertation, Martin Hirsch a eu des propos très clairs et très scandaleux que sa nouvelle attitude ne doit pas faire oublier :

- « L'accord 35 heures à l'hôpital n'est plus adapté. »
- « Mon objectif est de faire en sorte que nous puissions tenir nos engagements financiers. »
- « Je souhaite entraîner l'AP-HP à la recherche du temps perdu.

La suppression des RTT a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase après le manque d'effectifs, les fermetures de lits et d'hôpitaux. Ce n'est pas les 1000 stagiairisations de précaires qui vont suffire à résoudre ni le problème de la précarité ni celui du manque d'effectifs. Pour la mise en place des RT actuels, pour qu'on puisse les

prendre, il faudrait déjà embaucher 6000 emplois. Sans compter que, loin d'embaucher des fonctionnaires, on en perd : environ 1000 par an depuis cinq ans. Et s'y rajoute la mise en place des douze heures. Il n'y a que des dégradations de nos conditions de vie et de travail dans les projets de la direction et du gouvernement.

Il ne suffirait pas d'une petite journée d'action de temps en temps, comme en prévoient les syndicats, pour les faire reculer. Certains salariés se sont proposés dans des hôpitaux pour faire partie de collectifs ou de comités. Il faut les faire fonctionner avec des syndiqués et des non syndiqués et les amener à se contacter inter-hôpitaux. Il faut même chercher le lien avec les autres services publics. En effet, l'attaque que nous subissons correspond exactement à l'attaque que subit la SNCF, à celle que subit La Poste, à celle contre les enseignants, contre l'université, contre la recherche, etc. L'attaque contre Radio France a été une attaque contre le service public et elle a montré que les syndicats cherchaient à empêcher la liaison avec les autres secteurs du public. Pourtant, c'est la liaison qui peut nous permettre de gagner.

Parmi les manœuvres de la direction de l'APHP, il y a aussi celles qui concernent les cadres... Il s'agit de tenter de les utiliser contre le personnel en leur faisant miroiter de soi-disant avantages comme le télétravail (avec offert l'ordinateur portable, le téléphone portable, l'abonnement) et aussi offert le travail sans fin de la maison au boulot et le stress permanent.

Il y a dans tous les hôpitaux un mécontentement plus grand et plus général que jamais. Les participants à certaines AG ont été très nombreux et c'est le moment d'enclencher un mouvement d'ensemble.

Nous devons compter sur nous-mêmes pour le lancer et le diriger.

Personne ne résoudra nos problèmes à notre place.

Réunissons nous et décidons nous-mêmes de nos revendications et de nos moyens d'action.

Nous devons avancer avec des revendications claires :

- Nous ne voulons ni suppression des 35 heures, ni suppression d'un nombre quelconque de RTT, ni modifications des équipes, ni douze heures de travail généralisé
- Pour pouvoir prendre nos RTT, il ne faut pas les supprimer, c'est la suppression de postes de fonctionnaires qu'il faut annuler.
- Ce n'est pas les 35 heures qui enlèvent des effectifs nécessaires, c'est l'absence d'embauches !
- C'est la précarisation du travail qu'il faut supprimer (embauche de tous les précaires qui le souhaitent).
- Pour arrêter l'hémorragie des effectifs, il faut des embauches massives dans toutes les catégories de personnels de l'hôpital public. Il faut une embauche notamment pour tout départ en retraite.
- Le déficit financier des hôpitaux ne provient pas des RTT mais des trous créés par les gouvernements successifs dans les comptes publics, notamment ceux de la Sécu, et du fait des cadeaux aux trusts pharmaceutiques et au secteur du Bâtiment, avec des travaux partout...
- Pour faire face aux trous dans les comptes publics, il ne faut pas faire des trous dans les comptes des hôpitaux mais cesser les cadeaux fiscaux aux trusts, aux banques, aux assurances et aux financiers et cesser de prendre sur le budget des hôpitaux pour engraisser les labos pharmaceutiques, les entreprises de matériel médical et les entreprises du Bâtiment.

Pour faire reculer patronat et gouvernement, arrêtons avec la stratégie de l'éparpillement des luttes ! Unifions-nous !

Depuis plus d'un an, les travailleurs mènent des luttes, des grèves pour s'opposer aux dégradations des conditions de travail liés aux suppressions de postes ou les licenciements massifs respectivement dans le public et le privé, contre la fermeture d'entreprise ou la casse des Services Publics. Aucune d'entre-elles n'a eu la force de faire reculer le patronat ou le gouvernement. Ce qui a manqué aux luttes des cheminots, des Radio-France, des Hôpitaux, de l'Education Nationale ou dans le privé, c'est de ne pas avoir établi la jonction entre ces différents mouvements ou de ne pas avoir cherché

l'extension de la grève. Alors que l'attaque est globale, les ripostes restent toujours éparpillées.

Si les travailleurs du public comme du privé veulent avancer vers l'unification de leurs luttes en une lutte de classe contre les capitalistes et cet Etat ou ces gouvernements à leur service, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Aussi est-ce la raison pour laquelle la Coordination de Radio France et des Hôpitaux et le Comité Interpro du Nord Est Parisien s'adressent à tous les travailleurs et groupements se réclamant de la défense des intérêts des travailleurs (précaires et chômeurs bien entendu), de la jeunesse pour organiser une Assemblée Générale commune et avancer ainsi vers un début d'unification.

Nous avons des objectifs en communs :

- L'arrêt de toutes les fermetures de sites, de chantiers, de services dans le Public comme le Privé.
- L'arrêt de toutes les suppressions de postes et des licenciements
- L'arrêt de la casse des Services Publics
- L'embauche de tous les précaires et des chômeurs
- La baisse du temps de travail avec maintien intégral du salaire indexé sur l'inflation.
- L'abrogation de toutes les lois et contre-réformes anti-ouvrière (retraites, sécu, ANI, Macron...)
-

Nous devons aussi débattre des méthodes de lutte en popularisant la nécessité pour les travailleurs de contrôler et diriger leurs luttes en s'organisant de manière indépendante et autonome de toute bureaucratie quelle qu'elle soit au travers de comité de mobilisation, de lutte, de grève, de quartier...

L'unification des luttes pour la défense de nos conditions de travail et de vie doit nous permettre de poser les bases d'une future offensive contre les capitalistes. Seuls les travailleurs ont la capacité de mener une telle politique. Les bureaucraties qu'elles soient syndicales ou politiques acceptent le cadre du capitalisme et ne le remettent pas en cause, même si ce dernier devait s'effondrer sur nous. La situation du capitalisme en France comme en Europe et dans le reste du monde mène les travailleurs à la catastrophe. Il n'y plus rien à négocier ni aucun aménagement possible sous le capitalisme à l'heure actuelle. Pour défendre le bien-être social de tous, nous n'aurons pas d'autre choix que de remettre en cause la propriété privé des capitalistes ou de leurs Etats.

A la loi des patrons, au droit de propriété privé des capitalistes, nous devons opposer la loi des travailleurs.

PERSONNE NE PEUT LUTTER, DECIDER ET S'ORGANISER A NOTRE PLACE.

Le droit des patrons, c'est le droit des possesseurs de capitaux et de leur Etat de faire ce qu'ils veulent de l'argent volé en nous exploitant. C'est au nom de ce droit que les patrons avec le soutien de tous les gouvernements capitalistes et de leur Etat :

- Licencient, suppriment des postes
- Ferment des sites, ferment des usines, cassent les services publics...
-

La loi des travailleurs, c'est d'interdire la propriété privée des capitaux et des moyens de production. La loi des travailleurs c'est de refuser :

- La possibilité de détruire une famille en lui enlevant ou lui interdisant l'accès à l'emploi
- De précariser nos emplois
- De fermer nos comptes en banque
- De nous couper l'électricité, le gaz, l'eau
- De nous jeter à la rue
-

Il est temps de lier la défense de nos conditions de vie et de travail, la lutte contre la privatisation, ..., à la perspective de révolution sociale. Il n'y a plus aucun avenir pour les travailleurs dans le capitalisme.

La leçon de Radio France

La grève de Radio France a été torpillée par les centrales syndicales qui s'étaient portées à la tête au nom de l'intersyndicale : un scénario que l'on connaît bien puisqu'il a été celui de la lutte des retraites comme de bien des luttes contre les licenciements avec le résultat que l'on connaît, faire croire à la classe ouvrière qu'elle serait sans force face aux attaques. Mais ce qui est à souligner dans cette affaire de Radio France comme dans bien d'autres, c'est tous les chantages auxquels on soumet les salariés.

En effet, tout au long, le PDG Gallet et le gouvernement, comme son médiateur, ont manié le chantage : si vous n'arrêtez pas la grève, il n'y aura pas de plan d'accompagnement des licenciements et des suppressions d'emplois, il n'y aura pas de suivi négocié avec les appareils syndicaux. Les syndicats eux-mêmes ont exercé leur chantage sur les salariés : si vous refusez l'autorité de l'intersyndicale, vous serez abandonnés à vous-mêmes et vous diviserez les salariés de Radio France.

C'est au nom de ce chantage permanent que l'intersyndicale a imposé sa direction aux salariés, a imposé ses revendications, a imposé comme seule perspective les négociations avec le PDG puis, devant le refus des salariés, a imposé les négociations avec le médiateur, ce qui ne changeait absolument rien puisque le médiateur ne faisait que répéter le chantage : reprenez le travail et on négociera après. Et, finalement, les syndicats ont imposé ce diktat : reprendre le travail soi-

disant pour négocier ! Et ils l'ont effectivement imposé. Ils n'ont pas convaincu une majorité des grévistes. Non, ils ont fait venir massivement les non grévistes pour imposer la reprise du travail aux grévistes.

Il convient de rappeler que cette direction de la grève par l'intersyndicale n'avait rien de fatal étant donné que ce n'était même pas l'intersyndicale ni aucun syndicat qui avait lancé la grève dans Radio France mais les salariés du nettoyage qui avaient débuté la grève puis progressivement entraîné les autres salariés, les syndicats traînant des pieds autant que possible, ceux des journalistes ne venant à la grève qu'en dernier. Même si ces syndicats ont fini par se donner l'air de soutenir la grève, c'était un masque. Dans le dos des grévistes, ils ne la soutenaient pas parmi les personnels les moins en grève comme ceux des orchestres de l'Île de France. Ils ne cherchaient nullement à militer pour que ce service public attaqué se lie à d'autres services publics qui sont eux aussi attaqués et exactement pour les mêmes raisons, ce qui était pourtant la seule manière de motiver un recul du gouvernement. Ils auraient pu se lier aux cheminots menacés par la privatisation. Ils auraient pu se lier aux salariés des cars Keolis (SNCF) actuellement en grève. Ils auraient pu se lier aux hôpitaux où l'agitation et le mécontentement sont plus grands que jamais car, au manque d'effectif et au blocage des salaires, aux fermetures de lits, aux fermetures d'hôpitaux, de maternités, au non remplacement des fonctionnaires partant en retraite s'ajoutent maintenant des attaques contre les RTT, contre les 35 heures à l'hôpital, contre les rythmes de travail, en voulant imposer la « grande équipe » de journée, en voulant imposer les douze heures de travail...

A Radio France, à aucun moment les dirigeants syndicaux n'ont mis en avant que Radio France était attaquée en tant que service public et qu'il fallait se défendre à cette échelle en se liant aux infirmières, aux postiers, aux cheminots, aux enseignants, aux éboueurs, aux agents des crèches et des bibliothèques, eux-mêmes attaqués. Ils ont encore moins cherché à considérer que les personnels de Radio France étaient attaqués en tant que membres de la classe ouvrière que ce gouvernement « qui aime les entrepreneurs » veut faire payer et casser moralement autant que financièrement. Ils ont ciblé davantage le PDG Gallet que le gouvernement Hollande-Valls qui a nommé ce responsable de droite qui avait pourtant déjà tout un passé et tout un passif.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

www.matierevolution.org